

**Le CDH tient un congrès ce samedi où il présentera 33 propositions concrètes.**

**Parmi elles : la création d'un "compte de parcours de vie" et une consultation populaire sur le TTIP.**

# “L’allocation universelle du MR, c’est Win for Life”

## “Il faut une consultation populaire sur le TTIP”

**Entretien Antoine Clevers et Frédéric Chardon**

**D**ites “trente-trois”. Le CDH tient un congrès ce samedi à Liège où il détaillera 33 propositions concrètes, une par parlementaire humaniste. Benoît Lutgen, président du CDH, a choisi d’en dévoiler certaines à “La Libre” : l’aménagement du temps de travail version humaniste, le renforcement du service citoyen et le recours à une consultation populaire sur les grands accords de libre-échange en cours de négociation.

**Un congrès CDH ce samedi, à la veille du 1<sup>er</sup> mai, c’est pour court-circuiter les habituels discours du PS et du MR ?**

“Les habituels discours”, ça oui. On va encore entendre la même chose. A gauche, on va faire croire qu’on peut travailler 32 heures par semaine au lieu de 38 tout en gagnant la même chose. Et, à droite, on aura l’allocation universelle du MR qui est une sorte de “Win for Life” où l’on reçoit mille euros par mois pour regarder le plafond...

**La semaine de quatre jours (32 heures) proposée par Ecolo ne vous séduit pas ?**

Faire croire qu’on peut travailler moins et gagner la même chose, c’est de la démagogie. Je ne veux pas être méchant, mais Ecolo, c’est : “pas de métro, pas de boulot et gros dodo”...

**Que propose le CDH en matière de temps de travail ?**

Nous proposons un “compte de parcours de vie” individualisé. Il doit permettre la conciliation entre vie personnelle, vie familiale et vie de l’entreprise, tout en apportant une attention particulière aux droits sociaux. On lie la question du temps de travail au parcours de vie des gens. On leur donne la flexibilité nécessaire pour aménager leur carrière en fonction de leurs besoins et des besoins de l’entreprise.

**Le plan Peeters vise à calculer le temps de travail sur une année et non plus sur une semaine. On est dans la même logique ?**

On doit aller beaucoup plus loin, ne pas se cantonner à une seule année, c’est trop restrictif.

**Concrètement, de quoi s’agit-il ?**

Le compte parcours de vie qu’on imagine est alimenté dès le premier jour de travail. Il permet de constituer des droits liés à la personne et non au contrat ou au statut. A certains moments, un individu peut avoir envie de travailler plus parce qu’il a des besoins d’investissements ou parce que son entreprise en a. Eh bien, il aura la capacité de le faire. A l’inverse, il pourra aussi ralentir à d’autres moments, en fonction de ses projets, qu’ils soient familiaux ou professionnels. Par exemple : se lancer en tant qu’indépendant.

**C’est une sorte de cagnotte dans laquelle on pioche quand c’est nécessaire ?**

C’est un peu ça, oui.

**Comment l’entreprise s’y retrouve-t-elle ?**

Il faut voir ça de façon macro. Grâce à cette flexibilité, elle peut trouver des gens prêts à travailler plus à certains moments, et inversement. Mais il est vrai que le système est plus difficilement applicable aux petites et moyennes entreprises.

**Quelles sont les autres propositions que le CDH présentera ce samedi ?**

Deux exemples. Premièrement, le service citoyen, ce système qui offre l’opportunité aux jeunes de se lancer dans un projet citoyen ou humanitaire. On veut supprimer deux obstacles à son accès : la perte des allocations familiales et le fait que la période du service citoyen n’est pas assimilée au stage d’insertion. Concernant les allocations, qui dépendent des Régions, on va s’y attaquer en Wallonie et à Bruxelles. Le jeune qui se lancera dans un service citoyen pourra dorénavant conserver ses allocations. Le CDH va défendre cela dans les gouvernements régionaux. Parallèlement, on veut aussi offrir la possibilité d’avoir une sorte d’Erasmus universel au sein du service citoyen. Chaque jeune pourra bénéficier, pendant au moins un mois, d’un stage en Europe ou à l’étranger.

**Et votre autre exemple ?**

N’ayons pas peur des consultations populaires ! Par rapport au TTIP (le traité de

commerce en cours de négociation entre l’Europe et les USA, Ndlr), il règne une grande opacité. Même si les documents sont disponibles de 10h20 à 10h22, les yeux bandés, avec des bouchons dans les oreilles... C’est grave pour l’Europe, car on est en train de désapproprier les citoyens d’un projet important pour eux. La Commission européenne fait fausse route : elle défend mal les valeurs européennes. Il faudra une consultation populaire sur le TTIP en Wallonie, en Flandre et à Bruxelles, à la fin du processus de négociation. Veut-on de ce monde-là ? La vision initiale de la construction européenne ne reposait pas seulement sur un grand marché. Derrière, il y avait une série de valeurs humaines. Mais, dans les années 90, une vision extrêmement libérale et capitaliste, venant de l’Europe du Nord, s’est imposée. On part à la dérive et c’est aussi pour ça que la Wallonie s’oppose au Ceta (traité de libre-échange avec le Canada, Ndlr). C’est une force de pouvoir résister.

*“Il règne une grande opacité autour du TTIP. Les documents sont disponibles mais de 10h20 à 10h22, les yeux bandés et avec des bouchons dans les oreilles.”*  
*“Je ne veux pas être méchant, mais Ecolo, c’est : pas de métro, pas de boulot et gros dodo...”*

# “Seigneur Mayeur considère les Bruxellois comme ses serfs”

**La majorité PS/MR à Bruxelles-Ville et le bourgmestre Yvan Mayeur (PS) sont en difficulté en raison du piétonnier. Une revanche pour le CDH éjecté du collège en 2012 ?**

Seigneur Mayeur, ce chevalier bleu pâle qui considère les citoyens de Bruxelles comme ses serfs... Le piétonnier, c'est terrible et ça ne concerne pas que Bruxelles. Ça concerne toute une région qui est à l'agonie à la suite des attentats. Mais M. Mayeur et ses camarades du MR décident de faire un piétonnier qui met les indépendants et les commerçants quasiment à la rue. C'est l'Etat et la puissance publique dans ce qu'ils ont de plus imposant et de plus insupportable. Tout cela avec la complicité du MR.

S'il y avait eu une multinationale installée là, peut-être qu'Alain Courtois (Premier échevin, libéral) se serait un peu remué pour défendre autre chose que ce piétonnier improvisé...

**Pourquoi le MR laisserait-il faire Yvan Mayeur alors que des petits indépendants sont directement concernés ?**

Quand PS et MR se retrouvent ensemble – et c'est très souvent le cas – que se passe-t-il ? C'est l'addition de mauvaises décisions: “Laisse-moi tranquille sur telle décision et je te laisse faire sur telle autre décision.” A Bruxelles, c'est exactement cela: des millions d'euros pour le stade pour contenter le MR et, en

échange, le piétonnier pour faire plaisir à Mayeur. Le tout sans se poser la question de l'impact des décisions. C'est quand même beaucoup quand on voit la légitimité démocratique de Mayeur: il a fait autant de voix à Bruxelles (+/- 2 600) que mon Premier échevin à Bastogne.

**Pourtant, Laurette Onkelinx a annoncé jeudi qu'il serait tête de liste pour le PS aux prochaines communales.**

C'est une très bonne nouvelle pour le CDH, mais une très mauvaise pour les citoyens bruxellois. Le PS n'est pas dérangé par la polémique car l'expression de cette force bête et méchante de l'Etat incarnée par Mayeur ne doit pas déplaire à certains socialistes. Voilà: on fait un piétonnier, on l'a décidé entre nous, vous pouvez crier, on s'en fout... C'est digne du Moyen Age. C'est quoi le projet de ville à Bruxelles ? Le piétonnier est plus insécurisé que jamais.

**Est-ce un problème “Mayeur” ?**

Sans la complicité du MR, il n'aurait pas de majorité. Quelle est encore la crédibilité des libéraux dans la défense du commerce de proximité ? Le CDH réclame une consultation populaire dans ce dossier. Pour M. Mayeur, un piétonnier, c'est simplement un endroit où les piétons peuvent marcher à la place des voitures... Le CDH n'est pas opposé au principe d'un piétonnier, mais pas comme ça. Il aurait fallu une concertation avec les autres communes, avec les commerces. Elle n'a pas eu lieu et il faudrait la rendre obligatoire à l'échelle régionale. La Région devrait au minimum avoir son mot à dire dans ce genre de dossier. Quant à Mayeur, il doit mettre son orgueil de côté... Bon, il faudra s'y mettre à plusieurs. Le paquet est gros. Il faut demander de l'aide à Laurette, qui a les bras assez larges pour cela.

*“Mayeur doit  
mettre son orgueil  
de côté...  
Bon, il faudra  
s'y mettre  
à plusieurs.  
Le paquet est gros.  
Il faudra  
demander de  
l'aide à Laurette.”*